

# Chambre des Représentants.

---

SEANCE DU 20 FÉVRIER 1923.

---

## Projet de loi

contenant le Budget des recettes et des dépenses du Congo Belge pour l'exercice 1923 (1).

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. FORTHOMME.

---

MESSIEURS,

Le 15 juin 1922 l'honorable M. Mechelyneck signalait une fois de plus à la Chambre les inconvénients que présente notre façon de voter le Budget de la Colonie. Si les retards dont souffrent les budgets métropolitains sont déjà fâcheux, que dire de ceux qui embarrassent un budget appelé à être transmis à Léopoldville d'abord, puis aux extrémités d'un territoire immense où n'abondent pas encore les moyens de communication ? Il y a lieu de croire que dans beaucoup de postes le texte du Budget pour 1922 n'est arrivé qu'après l'expiration de l'exercice.

On avait pensé trouver le remède dans le dépôt immédiat du projet de Budget pour 1923. Les chiffres resteraient les mêmes, la discussion ne serait que de pure forme puisque tout aurait été dit en examinant le projet de 1922, l'expédition en Afrique pourrait se faire en quelque sorte pour les deux Budgets en même temps. L'accord s'étant de suite réalisé autour de cette suggestion simple et pratique, l'honorable Ministre des Colonies déposait le 6 juillet 1922 le projet qui est aujourd'hui en discussion.

---

(1) Projet de loi, n° 585 (1921-1922).

(2) La Commission, présidée par M. Tibbaut, était composée :

1° des membres de la Commission permanente des Colonies : MM. Branquart, Brifaut, de Béthune, Gollier, Fischer, Forthomme, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Piévard, Renkin, Richard, Van Cauwelaert, Van Remoortel.

2° de six membres nommés par les sections : MM. Fieullien, N..., Carlier, Brifaut, Richard, Colleaux.

Malheureusement l'effort s'arrêta là. Les sections ne furent saisies du nouveau Budget que le 26 octobre suivant. La nécessité de désigner un nouveau rapporteur général le 12 janvier 1923 contribua encore à retarder la procédure et c'est ainsi que le remède proposé n'a pas répondu à notre espoir. Néanmoins, le principe reste juste et votre Commission spéciale estime que le Gouvernement devrait en faire à bref délai une application nouvelle et décisive.

Ce qui précède explique la parfaite similitude qui existe pour la majorité des postes entre les chiffres de 1923 et ceux de 1922. Le tableau des Recettes ordinaires est absolument identique pour les deux années, 70,669,483 francs au total. Il en est de même pour les Recettes extraordinaires, 16,651,725 fr.

Au tableau des Dépenses ordinaires, 13 postes sur 41 ont subi certaines augmentations, ce qui porte le total de 84,365,955 francs à 88,011,250 francs. Ces postes sont pour la plupart ceux que relève le projet de loi allouant des crédits supplémentaires au Budget de 1922 déposé également le 6 juillet 1922. L'expérience avait déjà prouvé à cette date que les chiffres envisagés le 22 décembre 1921 étaient insuffisants.

Où la différence entre les deux Budgets de 1922 et 1923 s'accroît, c'est au tableau des Dépenses extraordinaires qui marquent une forte diminution. Le total n'atteint plus que 79.055,600 francs au lieu de 107.530.578 francs.

C'est sur deux postes surtout que la réduction s'est opérée. Les travaux publics dans les provinces étaient dotés en 1922 d'un crédit de 15.000.000 de francs auquel vint s'ajouter un supplément de 1.460.000 francs. En 1923, il n'est plus prévu de ce chef que 10.091.875 francs.

D'autre part, le troisième crédit affecté en vertu de la loi du 21 août 1921 au programme des chemins de fer, routes, ports, etc., ne sera que de 50.000.000 de francs. Pour l'exercice précédent, la tranche avait été fixée à 72.588.655 francs et il y a eu des crédits supplémentaires pour 5.582.607 fr.

Questionné quant à la réduction des chiffres des crédits extraordinaires demandés en 1923 pour les travaux dans les provinces et pour les grands travaux d'utilité générale, M. le Ministre des Colonies a répondu comme suit :

« En considérant la question d'une façon générale, il ne faut pas perdre » de vue que pendant les premiers temps qui ont suivi la guerre, les travaux » publics des différentes provinces ont dû être maintenus à un niveau peu » élevé, d'une part, parce que la Belgique n'était guère en mesure d'expor- » ter, et d'autre part, parce que la Colonie était dépourvue du personnel » compétent pour exécuter les travaux.

» Il en est résulté qu'en 1921 et en 1922 les travaux *prévus* ont atteint le » maximum d'importance.

» Le programme des grands travaux d'utilité générale comprend sous les » lettres *h*) et *i*) (programme routier — grands travaux publics dans les » centres urbains et quartiers indigènes, voirie, éclairage, distribution » d'eau, etc.) des travaux qui déchargent d'autant les travaux des provinces.

» Enfin, il est apparu qu'une partie des travaux demandés en 1922 ne » pourra être terminée qu'en 1923.

» En ce qui concerne d'une façon plus spéciale les dépenses pour les  
» travaux publics dans les provinces, le crédit de 10.091.875 francs  
» demandé en 1925 forme le complément du programme de 1922 s'élevant  
» ensemble à 25.091.875 francs et sur lesquels il a été accordé un crédit de  
» 15 millions en 1922.

» Il s'agit donc d'un programme pour lequel des crédits ont été demandés  
» en deux années.

» En ce qui concerne les grands travaux d'utilité publique, si le chiffre de  
» 50 millions sollicité pour 1923 est plus faible que l'année précédente, la  
» raison en est que les crédits mis à la disposition du Gouvernement depuis  
» 1921 sur ce programme s'élèvent à l'heure actuelle (avec 1923, bien  
» entendu) à 187.971.260 francs sur lesquels les imputations peuvent être  
» faites pendant un délai de cinq ans.

» Ce montant est largement suffisant pour couvrir le maximum des  
» travaux que l'on peut raisonnablement engager en tenant compte de ce  
» que des Compagnies des chemins de fer entreprennent en outre directe-  
» ment des travaux.

» J'ajoute que mon Département est saisi d'une demande de crédits  
» supplémentaires d'environ 5 millions de francs pour l'exécution des  
» travaux extraordinaires des provinces. On en contrôle actuellement le  
» bien fondé. »

La réponse de M. le Ministre des Colonies indique que le programme des travaux publics dans les provinces serait en voie d'achèvement, que les crédits demandés constituent en quelque sorte une liquidation finale. Il semble aussi en ressortir que les grands travaux d'utilité générale tels qu'ils sont engagés à cette heure constitueraient un maximum raisonnable.

Votre Commission ne s'est pas montrée unanimement de cet avis. Déjà les sections avaient entendu des membres exprimer une fois de plus l'opinion que l'outillage de la Colonie devrait être assuré de façon plus complète et plus prompte.

Il devient banal de répéter qu'au Congo ce qui reste à faire *pour le mettre en état de produire* est immense en regard de ce qui existe.

Rien qu'en matière de transports, il fut insisté de plusieurs côtés pour que la question reçût un traitement plus rapide et plus effectif. On parla surtout du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga.

Le 16 juin 1921, M. le Ministre des Colonies avait bien voulu donner des précisions à ce sujet. Convaincu comme tout le monde de l'extrême urgence de cet important travail, (on en parle depuis 1890), il annonçait à la Chambre qu'au Sud et au Nord plusieurs brigades tachéométriques se trouvaient sur les lieux et que pour la partie intermédiaire la voie était soumise à revision.

L'honorable Ministre tint aussi à nous lire une lettre de la Compagnie qui fournissait des renseignements sur les brigades de reconnaissance et de tachéométrie déjà à l'œuvre, sur les brigades de piquetage qui opéreraient à partir du mois d'octobre 1922, enfin sur les brigades de construction qui devaient suivre les brigades d'implantation.

« Cela montre, concluait M. le Ministre des Colonies, que nous sommes » sortis de l'ère des projets et que nous sommes en plein dans la voie des » réalisations ».

Les renseignements qui arrivent d'Afrique n'indiquent malheureusement pas que des travaux visibles aient été entamés. Les journaux d'Elisabethville affirment qu'aucun matériel n'est arrivé.

Votre Commission exprime le vœu que l'honorable Ministre voudra bien dissiper les appréhensions que d'aucuns nourrissent ; elle apprendra avec soulagement que le chemin de fer du Bas-Congo au Katanga est enfin sorti de l'âge tachéométrique.

Après tout ce qui a été dit et écrit sur la nécessité des transports au Congo, il paraît oiseux de reprendre sous quelque forme que ce soit l'examen de la question. Rien de frappant pourtant comme de voir dans les sections aussi bien qu'à la commission spéciale, la persistance avec laquelle on rappelle l'importance essentielle des voies ferrées et fluviales pour notre domaine africain.

Les coloniaux qui depuis tant d'années se prodiguent pour répandre partout cette idée élémentaire peuvent être assurés que plus personne aujourd'hui ne doute de sa justesse. Les milieux parlementaires comme les autres sont convaincus qu'un empire aussi vaste doit d'abord s'outiller avant de pouvoir produire, que pareille mise en état comporte des sacrifices étendus, mais aussi qu'elle assurera au peuple qui l'aura osée et sagement accomplie un inépuisable champ d'action.

Sans un bon réseau de chemins de fer, le Congo restera une colonie médiocre. Chaque année que nous perdons à cette époque de réorganisation mondiale, c'est dix ou vingt ans de récoltes que nous compromettons dans l'avenir.

Le régime ferroviaire à établir doublerait sa puissance économique si on lui adjoignait un régime fluvial autrement aménagé. L'un complète l'autre. Il y a des transports qui exigent avant tout la vitesse, d'autres visent à l'économie. La voie d'eau alimente ou dégorge, selon le cas, la voie ferrée.

Encore faut-il des cours d'eau sur lesquels on puisse naviguer avec sécurité et en tout temps. Il est exact qu'en Afrique comme en Europe et *lorsqu'on peut employer des bateaux assez grands*, le prix de revient moyen des transports par eau n'atteint que le tiers de celui des transports sur rail.

Mais si les conditions ne sont pas normales, tout se renverse. Si vous avez des basses eaux pendant plusieurs mois de l'année, des bateaux trop petits, des navigabilités irrégulières, le trafic finit par coûter aussi cher sur ces rivières mal aménagées que sur des voies ferrées ordinaires.

Routes avec autos et camions d'une part, petits vicinaux de l'autre, ont retenu l'attention de votre Commission. La diversité des opinions reste grande ; elle semble due à la diversité des régions envisagées.

Il y a des terrains où la route résiste aux pluies torrentielles des tropiques, où la végétation ne l'encombre pas en quelques semaines. Il y en a d'autres où le trafic ne peut être assuré par un service d'autos qui n'aurait qu'un rendement d'une cinquantaine de tonnes par an.

Mieux vaut ne rien trancher en théorie, laisser ce soin à l'autorité sur les lieux, à ceux qui doivent construire et utiliser. Mais la Commission insiste sur la nécessité d'attribuer à ces modes de transport l'attention la plus soutenue.

\*  
\*  
\*

A ne considérer que les quantités, le commerce extérieur du Congo Belge poursuit une marche ascendante. Les exportations se chiffraient en 1919 par 83,000 tonnes, en 1920 par 86,000 tonnes; elles passent à 104,000 tonnes en 1921. Même phénomène du côté des importations : 181,000 tonnes en 1919, 196,000 tonnes en 1920, 242,000 tonnes en 1921.

Il y a progrès, c'est incontestable. N'empêche que ce trafic de 330,000 T. à l'entrée et à la sortie ne représente que de loin ce que le Congo pourrait et devrait donner.

Au point de vue de la valeur des marchandises, l'augmentation signalée dans les quantités ne se retrouve qu'à l'importation : 276 millions de francs en 1921 contre 258 millions en 1920 et 86 millions en 1919. A l'exportation, les chiffres tombent de 313 millions en 1920 à 218 millions en 1921.

Si l'on met, en outre, ces chiffres en présence des tonnages dont ils sont la contre-valeur, la dépréciation générale des produits coloniaux ressort de façon très nette. La tonne de marchandise exportée qui revenait en moyenne à 3,663 francs en 1920 ne représente plus que 2,096 francs en 1921.

La part que prend la Belgique des exportations de notre Colonie redevient moins satisfaisante. De 1919 à 1920 nous avions presque doublé la proportion qui nous revenait. Mais en 1921 nous demeurons au chiffre de 52,000 tonnes, alors que le total a passé de 196,000 à 242,000 tonnes.

Le recul s'accroît encore si on tient compte des valeurs déclarées. Sous cet angle nos achats diminuent de près de la moitié, 106 millions de francs au lieu de 208 millions.

Nos expéditions vers le Congo, par contre, s'améliorent. En 1920, nos exportateurs y avaient envoyé 49,000 tonnes de marchandises valant 99 millions de francs; en 1921, ils envoient 60,000 tonnes valant 117 millions.

La Colonie devient donc un des principaux débouchés de notre industrie nationale.

Nous y vendons une très grande variété d'articles; il n'y a guère de branches où nous ne luttons victorieusement contre la concurrence étrangère, même lorsqu'elle jouit d'avantages spéciaux : situation géographique comme c'est le cas pour la Rhodésie et l'Union Sud-Africaine (meubles, bétail, explosifs, ciments); situation monétaire comme en Allemagne (émailles, instruments); organisation supérieure telle que la connaît l'Angleterre, (machines, outils, gravure et imprimerie, conserves, tissus, vêtements, chaussures); spécialisation poussée très loin comme aux Etats-Unis (machines agricoles, automobiles).

Citons parmi les produits belges qui se placent couramment au Congo et cela pour des sommes considérables, souvent des millions : conserves de viande, de poisson, de légumes, confitures, farines, bières, huiles industrielles, ciment, cigares et cigarettes, chaussures, fils et tissus de coton (blanchis, écrus, imprimés, teints, etc.), bonneterie, chapeaux, vêtements,

lingerie, meubles en bois et en fer, papier, livres, articles gravés et imprimés, faïence, porcelaine, verre à vitre, gobeletterie, barres de fer et d'acier, rails, tôles, clous et vis, articles émaillés, articles en aluminium, machines de tout sorte, appareils électriques, outils, locomotives et wagons, automobiles, motocyclettes, vélocipèdes, navires et bateaux, instruments de musique, appareils scientifiques, armes et munitions, poudre de traite, explosifs, mercerie, quincaillerie.

En résumé, le tableau du commerce extérieur du Congo Belge indique :

1. Que les exportations coloniales ont augmenté en quantité, mais diminué en valeur ;
2. Que la part qu'en retire la Belgique est de la moitié environ et qu'elle a marqué en 1921 une forte tendance à la diminution ;
3. Que les importations au Congo progressent régulièrement ;
4. Que les exportateurs belges en effectuent le quart quant à la quantité et plus des deux cinquièmes quant à la valeur.

L'absence de statistiques postérieures à 1921 (celles qui se rapportent à cette année ne sont même pas détaillées) et le retard apporté à la publication du Rapport annuel sur l'Administration du Congo belge (le dernier date de 1920) ne permettent pas de tirer des conclusions absolues de ces diverses constatations.

Qu'il y ait une balance commerciale défavorable, c'est incontestable. Le déficit des exportations sur les importations fut en 1921 de 58 millions de francs. Qu'en pays neuf bien plus qu'en pays vieux une telle disproportion soit un signe de malaise économique, c'est également certain.

Mais cela peut aussi s'expliquer de la façon suivante. Les produits coloniaux sont précisément ceux qu'a le plus atteints la baisse des prix dans le monde. Les chiffres à l'exportation devaient s'en ressentir. D'autre part, le Congo est loin d'avoir atteint le stade de la pleine production. Depuis quarante ans que nous y travaillons, innombrables sont encore les domaines où l'on n'a touché qu'à la surface.

A l'importation par contre, plus notre occupation se fait effective et l'outillage de la Colonie se développe, plus les chiffres grossissent. Que ces chiffres dépassent ceux de l'exportation, il n'y a pas lieu de s'en alarmer, à condition que cet état de choses ne perdure pas indéfiniment.

Il ne faudrait pas qu'année après année, nous enregistrions des *essais* de culture ou d'exploitation promettant toujours les plus heureux résultats mais n'aboutissant jamais à des entreprises réelles, étendues et durables. Le Congo ne doit pas demeurer, à part quelques articles privilégiés, une colonie à échantillons.

Retirez des statistiques de 1920 six postes : or, diamant, cuivre, copal, ivoire, noix et huile de palme, qui représentent à eux seuls 290 millions de francs, il reste à peine 26 millions pour les cent trente et un autres produits relevés au tableau des exportations.

Il y a des années que cette disproportion a frappé les esprits avertis. Aussi longtemps qu'elle se prolongera, le Congo sera toujours à la merci d'une simple crise ne frappant qu'un ou deux articles.

La diversité et l'intensité de production sont en fonction de l'outillage, des capitaux, des moyens de transport, et aussi du nombre des colons. Le peuplement du Congo par des Belges a fortement retenu l'attention de votre Commission.

C'est ainsi qu'elle a été amenée à s'occuper d'une circulaire du Ministère des Colonies concernant les enfants des fonctionnaires congolais et qui, au Katanga notamment, a provoqué une forte agitation.

M. le docteur Rodhain, médecin en chef de la Colonie, avait rédigé, au mois de mai 1922, des considérations sur l'opportunité de déconseiller aux parents européens qui se rendent au Congo de se faire accompagner de leurs enfants.

Elles signalaient que dans l'état actuel de la Colonie « la vie ne peut » y apporter aux enfants, ayant plus de 6 ans d'âge, aucun avantage, mais » elle offre pour leur avenir de sérieux inconvénients et présente quelques » dangers réels. »

La malaria et les helminthiases étaient surtout incriminées. Même le jour où les localités secondaires seront aussi protégées contre les maladies spéciales aux tropiques que commencent à l'être les grands centres, il n'en resterait pas moins « l'influence débilitante de la température chaude et » humide des régions basses du centre africain ».

Conclusion : il n'y aurait pas « un seul médecin qui conseillerait à des » parents d'amener avec eux au Congo des enfants âgés de plus de 4 ans ».

Quittant le domaine de la santé, M. le Dr Rodhain passait à celui de l'éducation. Ou bien les postes où résident les parents n'ont pas d'école et les enfants demeurent sans maîtres, ou bien les déplacements de fonctionnaires entraînent le transfert d'une école à l'autre tous les trois ans. L'une et l'autre éventualité seraient également nuisibles.

Enfin, l'auteur des considérations estimait en terminant qu'un père de famille avec ses enfants dans la Colonie ne peut donner son plein rendement comme fonctionnaire.

« L'on a dit quelquefois avec raison, écrivait-il, qu'un homme marié perd » aux colonies tropicales jeunes la moitié de sa valeur, mais cet aphorisme » peut s'appliquer plus justement aux fonctionnaires mariés, pères de » famille, dont les enfants vivent auprès de lui ».

Toutefois, les considérations reconnaissaient que la question de l'éducation se présentait de façon différente « suivant qu'il s'agit de régions élevées » à climat relativement sec, tel celui du Sud du Katanga, ou qu'on la consi- » dère dans les régions équatoriales basses ». C'est à ces dernières que s'ap- » pliquerait d'ailleurs « tout ce qui avait été dit concernant la santé des » enfants ».

Les considérations dataient du 15 mai 1922. Le 30 septembre suivant, la presse d'Elisabethville publiait la circulaire que voici, adressée aux fonctionnaires du Katanga par M. le Vice-Gouverneur général Rutten.

« MESSIEURS, »

« Je vous transmets sous ce pli, à titre documentaire, une copie des considérations émises par le médecin en chef Rodhain, concernant l'opportunité de déconseiller aux parents européens qui se rendent au Congo de se faire accompagner de leurs enfants de plus de 4 ans.

« Tenant compte de ces considérations, le Ministre des Colonies a décidé que les fonctionnaires et agents qui, à ce jour, n'appartiennent pas à l'Administration Coloniale seront prévenus des dangers d'emmener avec eux des enfants de plus de 7 ans. S'ils insistaient, le Gouvernement les laisserait libres de les emmener à leurs risques et périls, mais l'autorisation ne leur serait pas donnée officiellement et, par conséquent, l'administration n'interviendrait en aucune manière dans les frais qu'ils auraient à supporter de ce chef. Quant à ceux actuellement en service, le chef du département leur a maintenu les avantages accordés par l'arrêté royal du 27 décembre 1920 qui, comme vous le savez, restera en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1923 ».

Ainsi donc, parce qu'un bactériologiste de grande valeur avait émis des considérations défavorables en ce qui concerne le séjour des enfants *dans une partie de la Colonie*, l'autorité supérieure a cru devoir généraliser et prendre une mesure aussi radicale que la suppression des avantages consentis il y a plus de deux ans.

On sait qu'en vertu de l'arrêté royal du 27 décembre 1920 les fonctionnaires et agents pouvaient se faire accompagner aux frais de la Colonie de tous leurs enfants âgés de moins de 6 ans et de deux enfants au-dessus de 6 ans, la limite étant fixée à 16 ans.

Dans la Colonie, au Katanga surtout, les protestations furent vives et nombreuses. Cela se conçoit. Il y avait dans cette affaire autre chose que la lésion de certains intérêts personnels.

C'est la question de notre colonisation elle-même qui est en jeu. Si le Gouvernement devait proclamer, fut-ce sous la forme d'une circulaire administrative, que le Congo n'est habitable que par des adultes, ne serait-ce pas à brève échéance la faillite du peuplement par les Belges?

Les faits heureusement sont plus forts que les circulaires. Il y a des enfants blancs au Congo et nombreux sont les endroits où leur santé ne laisse guère plus à désirer que dans la plupart des pays d'Europe.

La malaria exerce encore trop de ravages, c'est entendu. Mais ce n'est pas une raison pour s'avouer battus dans la lutte contre les maladies. Les plus belles colonies du monde ont connu à leurs débuts les pires difficultés dans l'établissement des premières familles. N'empêche que jamais on n'a songé à séparer les parents de leurs enfants. Ceux-ci devaient précisément constituer la première génération des acclimatés, des immunisés.

Que disent au Congo les parents eux-mêmes? Ils protestent énergiquement. Les discours prononcés à Elisabethville au cours de diverses réunions sont significatifs.

Des médecins notamment ont tenu à y affirmer que la morbidité et la

mortalité n'atteignaient pas dans bien des régions de la Colonie les taux qu'on signale dans maint pays vieux.

Dans l'île de Java, rappelait le Dr Cassart, la mortalité parmi les enfants de blancs est bien moindre qu'en Europe et, en outre, ils s'y développent physiquement plus vite et plus fortement.

Avec le développement grandissant des mesures d'hygiène, l'occupation systématique du pays, l'accroissement du confort, on verra s'augmenter le nombre des districts congolais où l'Européen peut élever ses enfants dans les meilleures conditions et en faire les continuateurs vigoureux de notre œuvre coloniale.

Il importe, en attendant qu'on fasse soigneusement la distinction entre les régions basses, chaudes et humides et celles qui, comme les plateaux du Haut-Katanga jouissent d'un climat relativement sec et à température modérée.

Cette distinction ne s'impose pas seulement en matière de santé ; elle est tout aussi indiquée en matière d'éducation. Il y a à Elisabethville des écoles de garçons et de filles qui comptent des centaines d'élèves blancs.

L'école des filles comporte des classes montessoriennes, six années d'études primaires et la première année d'école moyenne. Les deux autres suivront.

Pour les garçons, il y a déjà, outre les six classes primaires, deux années d'humanités moderne et deux années d'humanités anciennes.

Il y a des internes, les enfants dont les parents résident loin d'Elisabethville, à Sokania, à Likasi, à Bukama. C'est donc une grande partie de la province du Katanga qui jouit dès à présent de facilités d'éducation répondant dans une large mesure aux préoccupations exprimées par le Dr Rodhain.

Qu'il nous soit permis d'indiquer ici au Gouvernement qu'un réel effort devrait être tenté pour doter chacune des autres provinces d'un centre d'instruction semblable à celui qui s'est organisé au Katanga en une dizaine d'années.

Si le choix des localités est judicieusement fait, on doublera le prix de l'éducation ainsi donnée aux externes et aux internes par l'avantage inestimable de voir les enfants vivre dans des conditions supérieures de confort et de salubrité.

A lire ou à entendre ce que pensent de la circulaire n° 5311 les Belges établis au Congo, on est ému du souci qu'ils montrent de ne pas voir la place de leurs enfants prise par les enfants de l'étranger.

Nous avons demandé à ces hommes de s'en aller faire du Congo une terre belge et ils ont réussi à merveille. Est-ce pour leur dire aujourd'hui que leurs espoirs sont prématurés, est-ce pour avoir moins de foi qu'eux dans le succès final ?

« Sans doute, s'écriait l'un d'eux aux applaudissements de l'assemblée,  
» bien des illusions se sont envolées, mais du moins avons-nous résisté et  
» sommes-nous demeurés dans notre belle Colonie. Tout nous y a attiré :  
» le soleil, la liberté, la grandiose nature, nos propres affaires. Nous y  
» sommes revenus comme y reviennent même ceux qui, un moment décou-

» ragés, disent vouloir abandonner cette terre ingrate, et s'y représentent  
» six mois après.

» Nous rendons de plus en plus habitable cette terre que nos mains et nos  
» cerveaux ont transformée ; nous transformons la brousse elle-même, nous  
» l'assainissons. Et c'est à ce moment même où nous construisons sans relâche  
» des nids pour mieux protéger nos enfants, au moment même où nous  
» serrons de si près le but, qu'ils devraient brutalement se séparer de nous. »

Un de nos collègues a posé les premiers jours de décembre au sujet de  
a circulation n° 5314 une question à M. le Ministre des Colonies. Il n'y  
a pas encore été répondu (1).

Votre Commission espère qu'il sera possible à l'honorable Ministre des  
Colonies de réexaminer le problème ainsi soulevé et d'y apporter une solu-  
tion qui tienne mieux compte des nécessités de notre politique de peu-  
plement.

\*  
\* \* \*

La circulaire de M. le Gouverneur général Lippens en date du 30 septembre  
dernier et les circulaires interprétatives dont les missionnaires catholiques  
estimaient avoir à se plaindre ne pouvaient manquer d'être discutées au sein  
de votre Commission spéciale.

Mais depuis les séances où cette question fut examinée, le Sénat en a fait  
l'objet d'un grand débat à l'occasion de la discussion du budget des dépenses  
métropolitaines du Ministère des Colonies. L'honorable Ministre des Colonies  
a fourni des éclaircissements d'une nature telle que les critiques se sont  
apaisées.

Il ne semble plus qu'on puisse revenir sur ces circulaires, du moins dans  
un rapport comme celui-ci, sans répéter de façon assez inutile des observa-  
tions et des arguments soumis depuis longtemps à la réflexion du monde  
politique et colonial.

Au cours de la discussion générale, ceux de nos collègues qui n'ont pas  
encore tous leurs apaisements touchant la politique indigène du Gouverne-  
ment n'auront sans doute aucune peine à obtenir le complément d'information  
qu'ils jugeraient nécessaire.

\*  
\* \* \*

Les gisements d'or de Kilo et de Moto ont procuré en 1921 au Trésor con-  
golais des ressources moins appréciables qu'en 1920. Le bénéfice net est  
tombé de fr. 22,123,166.36 à fr. 10,560,724.35.

Cette diminution était prévue. La Régie avait qualifié d'exceptionnels les  
bénéfices de 1920. En 1921, il fallut fortement réduire la production à Moto  
pour des raisons de politique minière (réserves à ménager en attendant le  
développement des exploitations filoniennes) et à Kilo par la nécessité de la  
réorganisation, la prospection systématique, le souci d'une bonne politique

---

(1) Cette réponse a paru depuis que ces lignes furent écrites. On la trouvera en annexe.

indigène, la difficulté de ravitaillement des Noirs et l'insuffisance de main-d'œuvre.

Comme dans toutes les exploitations alluvionnaires, il y a baisse de la teneur moyenne en or. C'est le cas pour Kilo comme pour Moto. Dans ce dernier gisement, on en est arrivé à laver des graviers titrant moins d'un gramme d'or au mètre cube.

Parcille teneur n'est rémunératrice qu'avec une main-d'œuvre indigène d'un exceptionnel rendement.

Au moyen de primes, par une meilleure organisation du travail et grâce à une bonne alimentation, la Direction des Mines de Moto se flatte d'avoir obtenu des résultats inconnus jusqu'ici en Afrique, 73 p. c. du rendement du terrassier européen avant la guerre.

L'effort doit se porter, maintenant que l'or d'alluvions se fait rare, vers les gisements filoniens. A Moto, on n'en est encore qu'aux premières recherches. A Kilo, on a repéré de nombreux filons dont deux, au Nizi, indiquent des teneurs de 17 grammes à la tonne.

Le broyage a d'ailleurs déjà commencé à Kilo; les moulins y ont donné 197,6 kilos d'or en 1921.

Des routes et des ponts ont été construits, des lignes télégraphiques et téléphoniques ont été installées. Des laboratoires et des ateliers s'équipent, une usine de broyage va s'édifier au Nizi avec une centrale hydro-électrique sur le Shari. Les fermes et les cultures se multiplient par les soins de la Régie qui entend ravitailler son monde avec abondance et régularité.

Beaucoup de légendes ont couru sur les gisements du Nord-Est de la Colonie. D'aucuns y rêvaient d'un nouvel Eldorado.

Les chiffres réels ont ramené les choses à un niveau très modéré. Mais il ne s'est agi jusqu'ici que d'alluvions. Ce sont les filons qui ont fait un Transvaal et une Afrique du Sud.

Or, ces filons nous apparaissent maintenant. Dans ses rapports, la Régie en parle avec prudence et modération. Il y a 10,000 tonnes de quartz, dit-elle ici; des filons sont en vue, nous apprend-elle plus loin; nous exploiterons deux filons de plus en 1923, écrit-elle ailleurs.

Si ce que de nombreux prospecteurs boers et anglais sont allés, il y a bien des années, raconter à Johannesburg, à Londres et à New-York devait se confirmer, c'est une fortune énorme que posséderait la Belgique aux confins de sa Colonie.

La Régie des Mines se prodigue, nous en sommes sûrs, pour que la prospection avance méthodiquement, pour que l'exploitation s'entame le plus tôt possible. Il appartient au Gouvernement de rappeler à ses collaborateurs que chaque million produit à cette heure en vaut cent qui ne viendraient qu'après une génération.

Un membre de la Commission spéciale a tenu à apprendre où allait l'or produit par nos mines congolaises. Il lui a été répondu comme suit :

Les lingots expédiés en 1922 pesaient 2,311 kg. 363 grammes. L'affinage

s'est fait à Londres, la Belgique ne possédant pas d'atelier pour cette opération, et il a donné 1,680 kg. 5171 d'or fin et 144 kg. 8 d'argent fin.

|                                            |                |
|--------------------------------------------|----------------|
| Vente d'or aux bijoutiers belges . . . . . | 450 kg. 0014.  |
| — à la Banque Nationale . . . . .          | 549 kg. 58831. |
| — sur le marché . . . . .                  | 680 kg. 92739. |

La Commission propose à Chambre l'adoption du projet de Budget.

*Le Rapporteur,*

PIERRE FORTHOMME.

*Le Président,*

E. TIBBAUT.

## ANNEXE.

Antérieurement au 27 décembre 1920, les dispositions du statut relatif aux frais de voyage des femmes des fonctionnaires et agents de la Colonie leur permettaient d'accompagner ou de rejoindre leur mari aux frais de la Colonie.

Aucune disposition n'était prévue pour les enfants des fonctionnaires et agents de la Colonie qui, s'ils accompagnaient leurs parents, voyageaient aux frais de ces derniers.

L'arrêté royal du 27 décembre 1920, instaura, à titre d'essai, un régime plus libéral. Cet arrêté disposait, en son article 3, que les fonctionnaires et agents de la Colonie *pouvaient être autorisés* par le Ministre à se faire accompagner, aux frais du Ministère non seulement par leur femme, mais par leurs enfants au-dessous de 6 ans et par deux enfants au-dessus de 6 ans et de moins de 16 ans accomplis.

Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1920, il produit ses effets jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1923 ainsi que le prescrit expressément l'article 6 de l'arrêté.

Rien n'est, actuellement, modifié à ce régime pour les fonctionnaires et agents en service.

Mais, à la suite des considérations émises par le médecin en chef M. le docteur Rodhain, et reproduites dans le document ci-joint, M. le Ministre des Colonies s'est borné, pour le recrutement du nouveau personnel, à s'inspirer des remarques du service de l'hygiène.

Comme le prévoit le texte de l'article 3 de l'arrêté royal du 27 décembre 1920, les agents n'ont pas un *droit* à l'obtention de la faveur prévue par cet arrêté : le Ministre peut, en examinant chaque cas en particulier l'accorder ou la refuser.

C'est ce qu'il a fait en prescrivant que pour les nouveaux agents l'autorisation de se faire accompagner de leurs enfants âgés de plus de 7 ans ne leur serait pas donnée officiellement et que, par conséquent, si ceux-ci désiraient passer outre aux observations du D<sup>r</sup> Rodhain, leurs enfants au dessus de 7 ans voyageraient aux frais de leurs parents. Mais rien n'est changé au régime des agents actuellement au service, tel qu'il est établi par l'arrêté du 27 novembre 1920.

La question des frais de voyage des familles d'agents est extrêmement complexe et j'en ai prescrit un nouvel examen d'ensemble.

---

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 20 FEBRUARI 1923.

---

## Wetsontwerp

tot vaststelling van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch Congo voor het dienstjaar 1923 <sup>(1)</sup>,

---

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER FORTHOMME.

---

MIJNE HEEREN,

Den 15<sup>e</sup> Juni 1922 vestigde de achtbare heer Mechelynck nogmaals de aandacht der Kamer op de bezwaren opgeleverd door de wijze waarop de Begrooting der Kolonie wordt goedgekeurd. Zijn de vertragingen, die zich voordoen voor de begrotingen van het Moederland, reeds ergelijk, wat dient er dan te worden gezegd van die welke eene begrooting in den weg staan, die moet opgezonden worden vooreerst naar Leopoldstad, daarna naar de uiteinden van een ontzaglijk grondgebied, waar men nog niet beschikt over talrijke verkeersmiddelen? Terecht mag men meenen dat, op vele plaatsen, de tekst der Begrooting voor 1922 slechts na het verstrijken van het dienstjaar is aangekomen.

Men had gedacht, dien toestand te kunnen verbeteren door de dadelijke indiening van het ontwerp van Begrooting voor 1923. De cijfers zouden dezelfde blijven, de behandeling zou slechts voor den vorm plaats hebben, vermits alles zou gezegd geweest zijn bij het onderzoek van het ontwerp voor 1922, en de opzending naar Afrika zou eenigszins te gelijk voor beide Begrootingen kunnen geschieden. Daar men het

---

(1) Wetsontwerp, n° 383 (1921-1922).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit :

1<sup>o</sup> De leden van de Bestendige Commissie voor de Koloniën : de heeren Branquant, Brifaut, de Béthune, Fischer, Forthomme, Gollier, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Richard, Van Cauwelact, Van Remoortel.

2<sup>o</sup> De zes leden benoemd door de Afdelingen : de heeren Feullien, N., Carlier, Brifaut, Richard, Colleaux.

dadelijk eens was over dit eenvoudig en practisch voorstel, diende de achtbare Minister van Koloniën, den 6<sup>n</sup> Juli 1922, het ontwerp in, dat thans in behandeling komt.

Verder ging men echter niet. Slechts op 26 October 1922 werd de nieuwe Begrooting aan de Afdeelingen voorgelegd. Daar het noodig was, den 12<sup>n</sup> Januari 1923 een nieuwen algemeenen verslaggever aan te stellen, ontstond er nieuwe vertraging, en zoo werd door het voorgestelde middel aan onze verwachting niet beantwoord. Het beginsel blijft niettemin rechtvaardig en uwe Bijzondere Commissie is van meening dat de Regeering het binnenkort opnieuw en op afdoende wijze zou moeten toepassen.

De volstreckte gelijkheid, voor meest al de posten, tusschen de cijfers voor 1923 en die voor 1922 wordt door bovengemelde feiten verklaard. De tabel van de Gewone Ontvangsten is volstrekt dezelfde voor de beide jaren, 70,669,483 frank in 't geheel. Evenzoo voor de Buitengewone Ontvangsten, 16,651,725 frank.

In de tabel van de Gewone Uitgaven is er vermeerdering voor 13 van de 41 posten: daardoor wordt het geheel bedrag gebracht van 84,365,935 frank tot op 88,011,250 frank. Meest al die posten komen voor in het wetsontwerp tot verleenning van bijcredieten op de Begrooting voor 1922, dat eveneens op 6 Juli 1922 werd ingediend. Toen was uit de ervaring gebleken dat de cijfers, vastgesteld op 22<sup>n</sup> December 1921, ontoereikend waren.

Het verschil tusschen de twee Begrootingen van 1922 en 1923 is vooral scherper in de tabel der Buitengewone Uitgaven: daar is een groote vermindering. Het geheel bedrag bereikt nog slechts 79,033,600 frank in plaats van 107,330,378 frank.

De vermindering geldt vooral voor twee posten. Voor de openbare werken in de provinciën was, in 1922, uitgetrokken een crediet van 15,000,000 frank, waarbij werd gevoegd een bijcrediet van 1,460,000 frank. In 1923 wordt nog slechts 10,091,875 frank voorzien.

Anderzijds bedraagt het derde crediet, krachtens de wet van 21 Augustus 1921 bestemd voor de uitvoering van het programma der spoorwegen, der wegen, der havens, enz., nog slechts 50,000,000 frank. Voor het vorige dienstjaar was er 72,388,653 frank voorzien en bedroegen de bijcredieten 5,582,607 frank.

De Minister van Koloniën, ondervraagd over de vermindering van de cijfers der buitengewone credieten, in 1923 aangevraagd voor de werken in de provinciën en voor de groote werken ten algemeenen nutte, antwoordde als volgt:

« Wanneer men de vraag op algemeene wijze overweegt, dient men » niet te vergeten dat gedurende de eerste tijden, die op den oorlog » volgden, de openbare werken in de onderscheidene provinciën niet » zeer omvangrijk konden zijn, eenerzijds, omdat België niet in staat » was uit te voeren en, anderzijds omdat het personeel, bevoegd om de » werken uit te voeren, in de Kolonie ontbrak.

» Daaruit volgde dat, in 1921 en in 1922, de *voorziene* werken het » maximum van belangrijkheid hebben bereikt.

» Het programma der groote werken ten algemeenen nutte omvat  
» onder littera *h*) en *i*) (programma der wegen - groote openbare werken  
» in de stadgedeelten en in de wijken van inlanders, wegen, verlich-  
» ting, watervoorziening, enz.), werken waardoor de werken van de  
» provinciën in gelijke mate worden verlicht.

» Eindelijk is het gebleken dat een deel der in 1922 aangevraagde  
» werken slechts in 1923 zal kunnen voltrokken worden.

» Wat op meer algemeene wijze de uitgaven betreft voor de openbare  
» werken in de provinciën, is het crediet van 10,091,875 frank, gevraagd  
» in 1923, de aanvulling van het programma van 1922, in het geheel  
» bedragend 25,091 875 frank, en op dewelke een crediet van 15 miljoen  
» in 1922 werd toegestaan.

» Het geldt dus een programma voor hetwelk credieten werden  
» gevraagd in twee jaren.

» Wat betreft de groote werken van openbaar nut, zoo het cijfer van  
» 50 miljoen gevraagd voor 1923 kleiner is dan dit van het jaar te  
» voren, dan ligt dit aan het feit dat de credieten sedert 1921 op dit  
» programma ter beschikking gesteld van de Regeering op dit oogenblik  
» (met 1923) beloopt tot 187,971,260 frank, op dewelke aanrekeningen  
» mogen gedaan worden gedurende een termijn van vijf jaar.

» Dit bedrag is ruimschoots voldoende om de kosten te dekken voor  
» het grootst getal werken die men redelijkerwijze kan aanvangen  
» met inachtneming van het feit dat spoorwegmaatschappijen bovendien  
» rechtstreeks de werken ondernemen.

» Ik voeg er bij dat mijn Departement eene vraag voor bijkomende  
» credieten van ongeveer 5 miljoen frank heeft ontvangen voor de  
» uitvoering der buitengewone werken in de provinciën. Men onderzoekt  
» thans de gegrondheid van die vraag. »

Het antwoord van den Minister van Koloniën zegt dat het programma der openbare werken in de provinciën op zijn einde loopt, dat de gevraagde credieten in zekeren zin eene eind-vereffening uitmaken. Er schijnt ook uit te blijken dat de groote openbare werken van algemeen nut, zooals zij op dit oogenblik zijn ondernomen, een redermatig maximum vormen.

Uwe Commissie was niet eenparig van die meening. Reeds hadden de afdeelingen sommige leden eens te meer de meening hooren uitspreken dat de uitrusting van de Kolonie op vollediger en snellere wijze moest verzekerd worden.

Het wordt belachelijk te herhalen dat, wat in Congo te doen blijft *om dit land in staat te stellen te produceeren*, ontzaglijk blijft in vergelijking met wat er bestaat.

Alleen in zake van vervoer, werd van verschillende zijden aangedrongen om dit vraagstuk sneller en doelmatiger op te lossen. Men sprak vooral over den spoorweg van Beneden Congo naar Katanga.

Op 16 Juni 1921 had de Minister van Koloniën welwillend nadere verklaringen daarover gegeven. Overtuigd, zooals iedereen, van de hoogdrin-

gendheid van dit belangrijk werk (men spreekt er over sedert 1890), deelde hij aan de Kamer mede dat in het Zuiden en in het Noorden talrijke nivelleeringsbrigades zich ter plaatse bevonden, et dat voor het tusschenliggende gedeelte de lijn aan eene herziening was onderworpen.

De achtbare Minister heeft ons ook een brief voorgelezen van de Compagnie die inlichtingen verschaftte over de reeds aan 't werk zijnde herkenningsbrigades en de nivelleeringsbrigades, over de brigades voor het aanleggen der lijnpalen die hun werk zouden beginnen van af de maand October 1922, eindelijk over de aanbouwbrigades voor den aanbouw die moesten volgen op de aanlegbrigades.

« Daaruit blijkt — zoo besluit de Minister van Koloniën — dat men » zich thans niet meer bij ontwerpen bepaalt, doch dat men ten volle » bezig is met het uitvoeren der werken ».

De inlichtingen die uit Afrika toekomen, vermelden echter niet dat zienbare werken werden aangevangen. De bladen van Elisabethstad beweren dat geen materieel is aangekomen.

Uwe Commissie drukt den wensch uit, dat de achtbare Minister de beduchtigheid van sommigen zou willen wegnemen; met genoeg zal zij vernemen dat de werken tot nivelleering van den spoorweg Beneden-Congo-Katanga nu eindelijk voltrokken zijn.

Na al wat gezegd en geschreven werd over de noodzakelijkheid van de vervoermiddelen in Congo, komt het nutteloos voor, die zaak opnieuw te onderzoeken op welke wijze ook. Het is nochtans treffend vast te stellen hoe men, in de Afdeelingen evenals in de Bijzondere Commissie, voortdurend wijst op de hoofdzakelijke belangrijkheid van de spoor- en waterwegen voor ons Afrikaansch gebied.

De Kolonialen, die sedert zoo lange jaren op allerlei wijze optreden om dit elementair begrip overal te doen ingang vinden, mogen er van verzekerd zijn dat thans de gegrondheid daarvan door niemand nog betwijfeld wordt. In de Wetgevende Kamers zooals elders is men er van overtuigd dat een zoo uitgestrekt Rijk zich vooreerst moet uitrusten alvorens te kunnen voortbrengen, dat zoodanige uitrusting aanleiding geeft tot groote opofferingen, doch ook dat daardoor het volk, hetwelk die uitrusting zal bewerkstelligen en wijselijk voltrokken hebben, zal beschikken over een onuitputbaar arbeidsveld.

Congo zal, bij gebrek aan een goed spoorwegnet, eene middelmatige kolonie blijven. Voor elk jaar, dat wij in dezen tijd van wereldherinrichting verliezen, brengen wij in de toekomst tien of twintig jaren in gevaar.

Het aan te leggen spoorwegnet zou zijne economische macht verdubbelen, indien daaraan werd toegevoegd een anders ingericht stel van waterloopen. Beide spoor- en waterwegen — vullen elkander aan. Voor sommig vervoer is er vooral spoed vereischt, voor ander vervoer beoogt men vermindering van kosten. De waterweg voedt den spoorweg of ontlast dezen, volgens het geval

De waterloopen moet men, in elk geval, met zekerheid en te allen tijde

kunnen bevaren. Het is waar dat in Afrika evenals in Europa en *wanneer men booten kan gebruiken, die groot genoeg zijn*, de gemiddelde kostende prijs van het vervoer te water slechts een derde bereikt van dien van het vervoer per spoor.

Doch, zoo de toestanden niet normaal zijn, komt het tegenovergestelde voor. Zijn er, gedurende verscheidene maanden van het jaar, lage wateren, te kleine schepen, onregelmatige bevaarbaarheid, dan kost het verkeer per slot van rekening evenveel op die slecht ingerichte rivieren als op de gewone spoorwegen.

Uwe Commissie wijdde hare aandacht aan de wegen met motorrijtuigen en wagens, eenerzijds, aan de kleine buurtwegen, anderzijds. De meeningen blijven steeds zeer verschillend; dit schijnt het gevolg te zijn van het verschil onder de beoogde streken.

Er zijn gronden, waar de weg weerstaat aan de stortregens van den keerring, waar de gewassen hem niet na enkele weken versperren. Op andere wegen kan het verkeer niet verzekerd worden door een dienst van motorrijtuigen, die slechts een vijftigtal ton per jaar zou bedragen.

Beter is het in theorie niets af te trekken, deze zorg aan de plaatselijke overheid te laten, aan die welke moeten opbouwen en benuttigen. Doch de Commissie dringt aan op de noodzakelijkheid om aan deze vervoerwijze de ernstigste aandacht te wijden.

\*  
\* \*

Alleen de hoeveelheden in aanmerking nemende, volgt de buitenlandse handel van Belgisch Congo een opgaanden weg. De uitvoer bedroeg, in 1919, 83,000 ton; in 1920, 86,000 ton; in 1921, steeg hij tot 104,000 ton. Zelfde verschijnsel voor wat den invoer betreft: 181,000 ton in 1919, 196,000 ton in 1920, 242,000 ton in 1921.

Er is onbetwistbaar vooruitgang. Dit neemt niet weg dat dit verkeer van 350,000 ton bij in- en uitvoer slechts een gering gedeelte is van hetgeen de Congo zou kunnen en moeten opleveren.

In zake de waarde der koopwaren, wordt de verhooving in de hoeveelheden slechts bij den invoer teruggevonden: 276 miljoen frank in 1921, tegen 238 miljoen in 1920, en 86 miljoen in 1919. Bij den uitvoer vallen die cijfers van 315 miljoen in 1920 op 218 miljoen in 1921.

Stelt men, daarenboven, deze cijfers tegenover de tonnenmaat waarvan zij de tegenwaarde zijn, dan springt de algemeene waardevermindering der koloniale producten u dadelijk in 't oog. De uitgevoerde koopwaren, die in 1920, per ton gemiddeld op 3,663 frank kwam te staan, vertegenwoordigen in 1921 nog slechts 2,096 frank.

Het aandeel dat België neemt in den uitvoer der koloniale producten herbegint meer ongunstig te worden. Van 1919 tot 1920 hadden wij nagenoeg de ons toekomende verhouding verdubbeld. Doch in 1921 blijven wij staan op het cijfer van 52,000 ton, waar het totaal van 196.000 tot 242,000 ton is gestegen.

De achteruitgang verscherpt zich nog als men rekening houdt van de aangegeven waarden. Van dit punt uit gezien, verminderen onze aankopen met nagenoeg de helft : 106 miljoen frank in plaats van 208.

Daarentegen, verbeteren onze zendingen naar den Congo. In 1920, hadden onze uitvoerders er 49,000 ton koopwaren naar toe gezonden, ter waarde van 99 miljoen frank; in 1921, zenden zij 60,000 ton ter waarde van 147 miljoen.

De Kolonie wordt dus een der voornaamste vertierwegen van onze nationale nijverheid.

Wij verkoopen er een groote verscheidenheid van artikelen; geen enkel vak, of wij concurreeren er zegevierend met de vreemden, zelfs wanneer dezen er voordeliger voor staan : aardrijkskundige ligging, zooals dit het geval is voor Rhodesië en voor de Zuid-Afrikaansche Unie (meubels, vee, springstoffen, cement); munttoestand zooals in Duitschland (geëmailleerde artikelen, instrumenten); betere inrichting zooals de Engelschen die hebben (machines, werktuigen, ets- en drukwerk, verduurzaamde eetwaren, weefsels, kleeren, schoeisels); zeer ver gedreven specialisering zooals in de Vereenigde-Staten (landbouwmachines, automobielen).

Vermelden wij onder de Belgische producten welke gaandeweg in Congo aftrek vinden en dit voor aanzienlijke bedragen, vaak miljoenen : verduurzaamde vleesch- visch- en groentewaren, jam, meel, bier, industriele oliën, cement, cigaren en sigaretten, schoeisels, gebleekte, ongebleekte, gedrukte, geverfde en katoenen garens en stoffen, wollen goederen, hoeden, kleeren, linnen, houten en ijzeren meubels, papier, boeken, geëtste en gedrukte artikelen, aardenwerk, porselein, vensterglas, glaswaren, ijzeren en stalen staven, riggels, platen, nagels en schroeven, geëmailleerde artikelen, artikelen in aluminium, allerlei machines, electrische toestellen, werktuigen, locomotieven en spoorwagens, automobielen, motorrijwielen, rijwielen, schepen en booten, muziekinstrumenten, wetenschappelijke toestellen, wapens en schietvoorraad, bergkruit, springstoffen, kramerswaren, kleine ijzer- en koperwaren.

Kortom, de handelstabel voor den uitvoer naar Belgisch Congo vermeldt :

1° Dat de koloniale uitvoer heeft toegenomen in hoeveelheid, maar afgenomen in waarde;

2° Dat het deel welk België er uit trekt ongeveer de helft beslaat en dat het, in 1921, een sterke neiging tot vermindering vertoonde;

3° Dat de invoer in Congo regelmatig toeneemt;

4° Dat de Belgische uitvoerders daarvan het vierde gedeelte verzekeren voor wat de hoeveelheid betreft en meer dan twee vijfden voor wat de waarde betreft.

Wegens het ontbreken van statistieken vroeger dan van 1921, (die welke zich betrekken op dit jaar zijn zelfs niet omstandig opgegeven) en de vertraging in de uitgave van het Jaarverslag over het Beheer van Bel-

gisch-Congo (het jongst verschenen dagteekent van 1920), kunnen er geen volstrekte beslitselen van deze onderscheidene bevindingen afgeleid worden.

Het is onbetwistbaar, dat er een ongunstige handelsbalans bestaat. Het tekort van den uitvoer op den invoer bedroeg, in 1921, 58 miljoen frank. Dat zulk een wanverhouding, in een nieuw land nog meer dan in een oud land, het teeken is van economische slapte, staat insgelijks vast.

Doch dit kan ook op de volgende wijze verklaard worden. De koloniale producten zijn juist die, welke door de prijsverlaging in de wereld het meest getroffen werden. De uitvoer moest er door beïnvloed worden. Anderzijds, is Congo nog ver af zijn hoogtepunt van productie te hebben bereikt. Sinds veertig jaar dat wij er werkzaam zijn, bevinden er zich nog ontelbare domeinen die wij slechts oppervlakkig hebben aangeraakt.

Voor wat, daarentegen, den invoer betreft, hoe werkdadiger onze bezetting wordt en hoe grooter de nitrusting der Kolonie, des te aanzienlijker ook wordt het cijfer van den invoer. Dat dit cijfer dat van den uitvoer overtreft, moet ons niet verontrusten, mits dat die toestand niet blijve voortbestaan tot in het onbepaalde.

Het mag niet dat wij, jaar in — jaar uit, cultuur — of bedrijfs*pogingen* vermelden, die immer de beste uitslagen beloven maar nooit tot wezenlijke, uitgebreide en duurzame uitslagen leiden. De Congo, uitgezonderd voor enkele bevoorrechte artikelen, moet niet een koloniale stalenmarkt zijn.

Voer van de statistieken van 1920 zes posten af : goud, diamant, koper, kopal, ivoor, palmboten en palmolie, — welke alleen 290 miljoen vertegenwoordigen, — dan blijven er nauwelijks 26 miljoen over voor de 131 overige op de exportatielijst vermelde producten.

Er zijn jaren dat deze wanverhouding de *anuchtere* geesten heeft getroffen. Zoolang zij zal voortduren, zal de Congo steeds overgeleverd zijn aan een eenvoudige crisis die slechts één of twee artikelen treft.

\* \* \*

De onderscheidenheid en de hoegrootheid van voortbrengst staan in verhouding tot de nitrusting, de kapitalen, de vervoermiddelen en het getal kolonisten. De bevolking van Congo door de Belgen heeft de aandacht nwer Commissie gaande gemaakt.

Aldus werd zij er toe gebracht zich bezig te houden met een omzendbrief nitgaande van den Minister van Koloniën en betreffende de kinderen der ambtenaren in Congo ; deze omzendbrief heeft, inzonderheid, in Kalanga veel ontroering verwekt.

Dr Rodhain, hoofdgeneesheer der Kolonie, had, in Mei 1922, beschouwingen in het licht gegeven om de Europeesche ouders, die naar Congo gaan, af te raden hunne kinderen met zich te nemen.

Uit die beschouwingen bleek dat de huidige toestand der Kolonie « aan de kinderen boven de 6 jaar geen enkel voordeel kan aanbrengen, wel

voor hunne toekomst ernstige bezwaren en zelfs sommige werkelijke gevaren. »

Voor al de malaria en de ingewandsziekten waren te duchten. Zelfs den dag waarop de onaanzienlijke plaatsen tegen de aan de tropen eigen ziekten zoowel zullen beschermd zijn als het thans de groote centra's zijn, zal niettemin het gevaar bestendig blijven van « den verzwakkenden invloed der warme en vochtige luchtgesteldheid der lage streken van Midden-Afrika ».

Besluit « Er zou geen enkel geneesheer bestaan die aan de ouders raden zou kinderen boven de 4 jaar met zich naar Congo te nemen ».

Na den gezondheidstoestand heeft Dr Rodhain het over de opvoeding. Ofwel bezitten de posten, waar de ouders verblijven, geene school en dan blijven de kinderen zonder onderwijzers, ofwel moeten de kinderen uit hoofde van de verplaatsing der ambtenaren, om de drie jaren van school veranderen. Een en ander is even schadelijk.

De schrijver was ten slotte van gevoelen, dat een vader van familie met zijne kinderen in de Kolonie zijne volle waarde als ambtenaar niet geven kan.

« Terecht heeft men soms gezegd — aldus de schrijver — dat een gehuwd man in de jonge tropische koloniën de helft zijner waarde verliest; met meer recht nog kan dit aphorisme worden toegepast op de gehuwde ambtenaren, vader van familie, wiens kinderen met hem leven. »

In zijne beschouwingen erkende schrijver echter dat het vraagstuk der opvoeding op verschillende wijze werd gesteld « naar gelang er sprake is van hooge gewesten met betrekkelijk droog klimaat, zooals dat van Zuid-Katanga, ofwel dat het lage equatoriale gewesten geldt ». 't Is overigens op deze laatste dat « al wat betreffende de gezondheid der kinderen werd gezegd » zijne toepassing zou vinden.

Deze beschouwingen dagteekenden van 15 Mei 1922. Den 30<sup>e</sup> September daarop volgende verscheen in de drukpers van Elisabethstad onderstaande omzendbrief, door den Onder-Gouverneur generaal Rutten tot de ambtenaren van Katanga gericht :

« Mijne Heeren,

» Hiermeêgaande heb ik de eer U, voor kennisgeving, mede te deelen  
» eenen kopij der beschouwingen door den hoofdgeneesheer Rodhain  
» in het licht gegeven, betreffende de gepastheid die er bestaat om de  
» Europeesche ouders, die zich naar Congo begeven, af te raden hunne  
» kinderen boven de 4 jaar met zich te nemen.

» Ten aanzien van deze beschouwingen, heeft de Minister van Koloniën  
» besloten, dat de ambtenaars en agenten, die vooralsnu niet tot het  
» Koloniaal Bestuur behooren, zullen verwittigd worden van het gevaar  
» dat er bestaat kinderen boven de 7 jaar met zich te nemen. Moesten  
» zij aandringen, dan zal de Regeering ze vrij laten hunne kinderen met  
» zich te nemen, onder eigen verantwoording; de toelating zou hun

» echter niet officieel worden gegeven en dienvolgens zou het bestuur in  
 » geen en deele in de kosten uit dien hoofde tusschen beide komen. Voor  
 » de thans in dienst zijnde ambtenaren, heeft het Hoofd van het Departement de voordeelen behouden, verleend door het Koninklijk besluit  
 » van 27 December 1920 dat, zooals gij weet, van kracht blijven zal tot  
 » den 1<sup>en</sup> September 1923 ».

Dus, omdat een bacteriologist van groote waarde een ongunstig advies had uitgebracht over het verblijf der kinderen *in een deel der Kolonie*, heeft de hoogere overheid gemeend dit te moeten algemeen maken en een maatregel nemen zoo radicaal, dat de voordeelen, twee jaren te voren verleend, er werden door afgeschaft.

Immers, krachtens het Koninklijk besluit van 27 December 1920, waren de ambtenaren en agenten gemachtigd hunne kinderen beneden de zes jaar en twee kinderen boven de zes jaar — de ouderdomsgrens zijnde zestien jaar — met zich te nemen op kosten der Kolonie.

In de Kolonie, en vooral in Katanga, rezen luide en talrijke klachten op. En dat is verstaanbaar. In deze zaak was er nog wat anders dan schade aan sommige persoonlijke belangen.

Het vraagstuk van onze kolonisatie zelf staat hier op het spel. Moest de Regeering — zelfs onder vorm van bestuurlijke kennisgeving — verklaren, dat de Congo slechts voor volwassenen bewoonbaar is, ware dit na korten tijd niet de ineenstorting van de bevolking door de Belgen?

De feiten zijn gelukkig sterker dan de omzendbrieven. In Congo zijn blanke kinderen, en talrijk zijn de plaatsen waar hunne gezondheid feitelijk niet meer te wenschen overlaat dan in meestal de Europeesche landen.

Gewis maakt de malaria nog te vele slachtoffers. Dat is echter geene reden om den strijd tegen de ziekten op te geven. De schoonste koloniën van de wereld hebben bij den aanvang met de grootste moeilijkheden te kampen gehad voor de nederzetting der eerste familiën. Nooit echter heeft men daarom er aan gedacht de ouders van hunne kinderen te scheiden. Integendeel, dezen moesten het eerste geslacht uitmaken, dat aan het klimaat gewoon en tegen de ziekten beschermd was.

Wat zeggen in Congo de ouders zelf? Zij protesteeren met kracht. Op dat gebied zijn de redevoeringen, te Elisabethstad tijdens de onderscheidene vergaderingen uitgesproken, van beteekenis.

Daar zijn dokters die zelfs hebben beweerd dat ziekte en sterfte in vele streken van de Kolonie niet het cijfer bereiken van menig oud gewest.

In het eiland Java, zoo schreef Dr Cassart, is de kindersterfte onder de blanken veel minder dan in Europa, en lichamelijk ontwikkelen de kinderen er zich sneller en voordeeliger.

Met de groeiende uitbreiding van de gezondheidsmaatregelen, de stelselmatige bezetting van het land, het gerieflijker worden van het leven, zal het getal Congoleesche districten aldra aangroeien waar de Europeanen zijn kinderen kan groot brengen en krachtige voortzetters van ons koloniaal werk er van maken.

Ondertusschen moet men met zorg onderscheid maken tusschen de lage, de warme en de vochtige gewesten en deze waar, zooals op de hoogvlakten van Boven-Katanga, een tamelijk droog klimaat heerscht en eene gematigde temperatuur.

Dit onderscheid dient niet alleen gemaakt met het oog op de gezondheid; het geldt evenzeer voor de opvoeding. Te Elisabethstad zijn jongens- en meisjesscholen die honderden blanke leerlingen tellen.

De meisjesschool omvat Montessoriklassen, zes jaar lagere studie en het eerste jaar middelbaar onderwijs. De twee andere zullen volgen. Voor de jongens zijn er, behalve de zes lagere klassen, twee jaren moderne humaniteiten en twee jaar oude humaniteiten.

Er zijn internen, namelijk de kinderen wier ouders verre van Elisabethstad wonen, te Sakania, Likasi, Bukama. Een groot gedeelte van de provincie Katanga vindt dus nu reeds alle gemak voor het onderwijs, dat in ruime mate beantwoordt aan de wenschen uitgedrukt door Dr Rodhain.

Het weze ons toegelaten er de Regeering hier op te wijzen dat eene ernstige poging zou moeten gedaan worden, om in elke der andere provinciën een centrum van onderwijs op te richten, gelijk aan dat hetwelk in Katanga werd georganiseerd in een tiental jaren.

Doet men eene verstandige keuze van de localiteiten, dan verdubbelt men de waarde van de opvoeding aldus gegeven aan de externen en aan de internen, door het onschatbaar voordeel de kinderen te doen leven onder betere voorwaarden van gerieflijkheid en gezondheid.

Leest of hoort men wat de in Congo gevestigde Belgen denken over den omzendbrief n° 3314, dan is men getroffen door hunne vrees dat de plaats van hunne kinderen zou ingenomen worden door de kinderen van de vreemdelingen.

Wij hebben aan die menschen gevraagd te vertrekken om van Congo een Belgisch grondgebied te maken, en zij zijn er prachtig in geslaagd. Moeten wij hun thans gaan zeggen dat hunne hoop voorbarig is, moeten wij minder vertrouwen hebben in den einduitslag dan zij?

« Voorzeker, zei een van hen, — toegejuicht door de gansche vergadering, — vele illusies zijn vervlogen, maar wij hebben ten minste » weerstand geboden en wij zijn in onze schoone Kolonie gebleven. » Alles trok ons aan : de zon, de vrijheid, de grootsche natuur, onze » eigene zaken. Wij zijn er weergekeerd zooals zelfs degenen er weer- » keeren die, in een oogenblik van ontmoediging, verklaren dat zij dien » ondankbaren grond verlaten en zes maanden later weer daar zijn.

» Wij maken dien grond, dien onze handen en onze geesten hebben » hervormd, meer en meer bewoonbaar; wij veranderen de wildernis » zelf, wij maken ze gezond. En het is op het eigenste oogenblik dat » wij onverpoosd bouwen aan schuilplaatsen om onze kinderen beter te » beschermen, op het oogenblik dat wij het doel bijna nabij komen, dat » men ze brutaalweg van ons zou willen scheiden. »

Een onzer collegas heeft in de eerste dagen van December aan den

Minister van Koloniën eene vraag gesteld nopens dien omzendbrief n° 3311. Hij heeft er nog niet op geantwoord (1).

Uwe Commissie hoopt dat het den Minister zal mogelijk zijn het vraagstuk aldus opgeworpen opnieuw te onderzoeken en er eene oplossing voor te vinden die beter rekening houdt met de noodwendigheden van onze bevolkingspolitiek.

\* \*

De omzendbrief van den Heer Gouverneur-generaal Lippens d. d. 30 September l. l. en de verklarende omzendbrieven waarover de katholieke missionarissen meenden klachten te moeten uitbrengen, moesten onvermijdelijk aanleiding geven tot besprekingen in den schoot van uwe Bijzondere Commissie.

Sedert de vergaderingen waarop deze vraag werd onderzocht, heeft de Senaat echter over de quastie een groot debat gevoerd naar aanleiding van de bespreking der uitgaven in het moederland van het Ministerie van Koloniën. De verklaringen van den achtbaren Minister waren van zoodanigen aard dat de kritiek is stilgevallen.

Het wil ons voorkomen dat men op die omzendbrieven niet moet terugkomen, tenminste in een verslag als dit, zonder in nuttelooze herhalingen te vallen van beschouwingen en overwegingen die sedert lang door de politieke en koloniale wereld werden uitgediept. In den loop van de algemeene bespreking zullen de collega's, die nog niet heelemaal gerustgesteld zijn wat betreft de inlandsche politiek van de Regeering, zonder moeite de aanvullende inlichtingen bekomen die zij noodig achten.

\* \*

De goudlagen van Kilo en Moto hebben in 1921 aan de Congoleesche Schatkist minder opgebracht dan in 1920. De netto-winst is gevallen van fr. 22,125,466.36 op fr. 10,560,724.35.

De vermindering was voorzien. De Regie had de winsten van 1920 als uitzonderlijk bestempeld. In 1921 moest men de productie te Moto beduidend verminderen om redenen van mijnpolitiek (reserves die moesten gespaard worden in afwachting der uitbreiding van de exploitatie met gesteentegangen), en te Kilo wegens de noodzakelijkheid der herinrichting, de stelselmatige prospectie, de bekommernis voor eene wijze inlandsche politiek, de moeilijkheid van de bevoorrading der Zwarten en de schaarschte aan werkvolk.

Zooals in alle ontginningen door aanslibbing, is er eene daling van het gemiddeld goudgehalte. Dit is het geval én voor Kilo én voor Moto. In de lagen van Moto is men er toe gekomen goudzand te wasschen met een gehalte van minder dan één gram goud per kubiek-meter.

Een dergelijk gehalte kan slechts winstgevend zijn met inlandsch werkvolk dat buitengewoon veel produceert.

---

(1) Dit antwoord is verschenen nadat deze woorden werden geschreven. Men vindt het verder als bijlage.

Door middel van premiën, door eene betere regeling van den arbeid en dank zij eene goede voeding, wijst het Bestuur der Mijnen van Moto dat zij uitkomsten heeft verkregen, welke tot nu toe in Afrika onbekend waren, 75 t. h. der voortbrenging van den Europeeschen grondwerker vóór den oorlog.

Nu het goud uit de alluviale gronden zeldzaam wordt, moet men er zich op toeleggen, de filonische lagen in bedrijf te nemen. Te Moto blijft het tot nu toe bij de eerste opsporingen. Te Kilo heeft men talrijke mijnaders onderzocht: in twee daarvan (Nizi) stelde men gehalten vast van 17 gram per ton.

Met het malen werd reeds een aanvang gemaakt te Kilo; de molens brachten er 197,6 kilo goud op in 1921.

Wegen en bruggen werden gebouwd, telegraaf- en telefoonlijnen werden aangelegd. Laboratoria en werkhuisen worden uitgerust, een maalinrichting wordt aan de Nizi opgericht met eene hydro-electrische centrale op de Shari. De hoeven en de bebouwing breiden zich uit, dank zij het optreden van de Regie welke haar volk in overvloed en geregeld bevoorraden wil.

Vele legenden werden verspreid betreffende de lagen ten Noord-Oosten van de Kolonie. Sommigen beschouwen die streek als een nieuw Dorado.

Door de werkelijke cijfers zag men den toestand niet zoo overdreven in. Hier echter gold het slechts alluviale gronden. Door de goudaders zijn Transvaal en Zuid-Afrika geworden wat zij nu zijn.

Nu, die mijnaders komen thans voor. In hare verslagen spreekt de Regie daarvan op voorzichtige en gematigde wijze. Er zijn 40,000 ton kwarts, zegt zij hier; goudaders doen zich voor in het verschiel, zegt zij verder; wij zullen in 1923 twee aders meer in bedrijf nemen, schrijft zij elders.

Mocht, wat talrijke Transvaalsche en Engelsche prospectoren vóór ettelijke jaren hebben verteld te Johannesburg, te Londen en te New-York, bevestigd worden, dan zou België een ontzaglijk vermogen bezitten aan de grenzen harer Kolonie.

Wij zijn er zeker van, dat de Regie der Mijnen geene moeite spaart opdat het onderzoek methodisch vordere, opdat het bedrijf zoo spoedig mogelijk een aanvang neme. De Regeering behoeft hare medewerkers er aan te herinneren, dat elk millioen, thans voortgebracht, er honderd waard is, die slechts na een geslacht zouden aankomen.

Een lid van de Bijzondere Commissie stelde er prijs op, te vernemen waarheen het goud door onze Congoleesche mijnen voortgebracht, gezonden werd. Er werd hem geantwoord:

De staven verzonden in 1922 wogen 2,311 kg. 363 gram. Het zuiveren geschiedde te Londen, daar er in België daartoe geen werkhuis bestaat; het leverde 1,680 kg. 5171 fijn goud en 144 kg. 8 fijn zilver op.

|                                              |                |
|----------------------------------------------|----------------|
| Verkoop van goud aan de Belgische juweliers. | 450 kg. 0014.  |
| — — — aan de Nationale Bank . . . . .        | 549 kg. 58831. |
| — — — op de markt . . . . .                  | 680 kg. 92739. |

\*  
\*\*

De Commissie stelt aan de Kamer voor, het ontwerp van Begrooting aan te nemen.

*De Verslaggever,*

PIERRE FORTHOMME.

*De Voorzitter,*

E. TIBBAUT.

### BIJLAGE

Vóór den 27<sup>e</sup> December 1920 lieten de bepalingen van het statuut betreffende de reiskosten der vrouwen van ambtenaren en agenten der Kolonie aan dezen toe hun echtgenoot op kosten der Kolonie te vergezellen of te gaan vervoegen.

Geene bepaling was voorzien ten voordeele van de kinderen der ambtenaren en agenten van de Kolonie, welke, zoo zij hunne ouders vergezelden, op dezer kosten moesten reizen.

Het Koninklijk besluit van 27 December 1920 voerde als proefneming, een vrijere regeling in. Dit besluit bepaalde, in zijn artikel 3, dat de ambtenaren en agenten der Kolonie door den Minister *konden gemachtigd worden* zich, op kosten van het Ministerie, te doen vergezellen niet alleen van hunne vrouw, maar van hunne kinderen beneden de 6 jaar en van twee kinderen boven de 6 en van min dan volle 16 jaar.

Deze regeling werd van kracht op 1 September 1920. Zij blijft van toepassing tot op 1 September 1923, naar luid van artikel 6 van dit Besluit.

Vooralsnog is niets daaraan gewijzigd voor de ambtenaren en agenten in dienst.

Doch, ten gevolge van de beschouwingen vooruitgezet door den hoofd-geneesheer, den Heer Dr Rodhain, en overgenomen in bijgaand stuk, heeft de Minister van Koloniën er zich bij bepaald, voor de aanwerving van het nieuw personeel, de aanmerkingen van den hygiënischen dienst als richtsnoer te nemen.

Zooals voorzien wordt door art. 3 van het Koninklijk besluit dd. 27 December 1920, hebben de agenten geen *recht* op het bij dit besluit voorziene voordeel : de Minister kan, na onderzoek van elk geval in 't bijzonder, hetzelfde verleen of weigeren.

Dit heeft hij gedaan, met voor te schrijven dat, aan de nieuwe agenten, de machtiging om zich van hunne kinderen van meer dan 7 jaar te doen vergezellen niet officieel zou verleend worden en dat, dienvolgens, indien zij op de beschouwingen van Dr Rodhain niet wenschen in te gaan, hunne kinderen van boven de 7 jaar op kosten hunner ouders zouden reizen. Doch niets is veranderd aan het regiem van de thans in dienst zijnde agenten zooals dit regiem werd opgemaakt bij besluit van 27 October 1920.

De vraag betreffende de reiskosten van de gezinsleden der agenten is zeer ingewikkeld en ik heb voorgeschreven dezelve opnieuw in haar geheel te laten onderzoeken.

